

Service Environnement et Prévention des risques  
10 rue Claudius Buard  
Immeuble Le Continental  
42000 St Etienne

St Etienne, le 10/12/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 04/12/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **TRADIVAL**

197 rue DE CHARLIEU  
42300 Roanne

Références : [référence à compléter](#)  
Code AIOT : 0054200537

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/12/2025 dans l'établissement TRADIVAL implanté 197 rue DE CHARLIEU 42300 Roanne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'abattoir de Tradival Roanne traite environ 25000T/an de carcasse de gros bovin. Son dossier de ré-examen IED est en cours et l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter sera réactualisé.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TRADIVAL
- 197 rue DE CHARLIEU 42300 Roanne
- Code AIOT : 0054200537
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Abattoir de gros bovins de 25000T/an soumis à la rubrique IED BREF SA n°3641.

### Thèmes de l'inspection :

- AN25 Agroalimentaire Rejets aqueux
- Fluides frigo/SAO/GESF

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Hors points de contrôles de la grille d'inspection, les non-conformités suivantes ont été observées :

- absence de rétention sous une cuve de 1000 l de glycol à côté du local "ammoniac" ;
- présence de palettes de cuirs (devant la bouverie,...) recouvertes partiellement par des bâches plastiques destinées à les protéger de la pluie le 24/11/25 . Les eaux polluées par le NaCl partent avec les eaux pluviales.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	EAU	Arrêté Préfectoral du 01/03/2021, article 4.3.10	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
3	Ammoniac.	Arrêté Préfectoral du 01/03/2021, article ARTICLE 7.2.6.2.	Demande d'action corrective	15 jours

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	EAU	Arrêté Préfectoral du 01/03/2021, article 4.1.1	Sans objet
4	Ouvrage d'épuration.	Arrêté Préfectoral du 01/03/2021, article ARTICLE 4.3.3.	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a considérablement réduit sa consommation d'eau grâce à des innovations (installation de condensateurs adiabatiques en remplacement des tours aéro-réfrigérantes, Plan de sobriété hydrique,...) pour passer de 130 000m<sup>3</sup> à 100 000 m<sup>3</sup>/an.

Les valeurs d'émission, pour les eaux résiduaires, concernant la DCO, DBO<sub>5</sub>, MES, N, P et le NaCl dépassent les concentrations autorisées par l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter et la convention de rejet dans la station d'épuration de Roanne Agglomération.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : EAU

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/03/2021, article 4.3.10		
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires après épuration pour l'abat		
<b>Prescription contrôlée :</b>		
ARTICLE 4.3.10. - Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires après épuration pour l'abattoir		
L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.		
Débits maxima autorisés :		
Débit journalier	m <sup>3</sup> /j	450
Débit horaire de pointe	m <sup>3</sup> /h	80
Flux maxima autorisés :		

Paramètres organiques	Concentration journalière maximale en mg/L	Flux maximal journalier en kg/j
Demande chimique en oxygène (DCO)	5777	2600
Demande biochimique en oxygène à 5 jours (DBO5)	2888	1300
Matière en suspension (MES)	2222	1000
Azote total Kjeldahl (NTK)	320	130
Phosphore total	55	25
SEH	888	400
Cuivre	1	0,45
Zinc	3	1,35
NaCl	2222	1000

#### Constats :

Les concentrations des rejets, après traitement dans la station d'épuration du site, ne respectent pas les valeurs limites d'émission fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter et par la convention de rejet dans la station d'épuration de Roanne Agglomération :

- en ce qui concerne les **MES** 2400mg/l en oct, 3340 mg/l en sept, 2620 mg/l en août, 3000 mg/l en juillet alors que la VLE est fixée par l'AP à 2222 mg/L ;
- en ce qui la **DBO5** 3200mg/l en oct, 4000mg/l en sept, 3500mg/l en août, 3280 mg/l en juillet alors que la VLE est fixée par l'AP à 2888 mg/L ;
- en ce qui concerne la **DCO** 60009 mg/l en oct., 8530 mg/l en sept, 7300 mg/l en août, 8000 mg/l en juillet alors que la VLE fixée par l'AP est 5777 mg/L ;
- en ce qui concerne le **phosphore total** 76,6 mg/l en oct, 78,7 mg/l en sept., 82 mg/l en août, 112 mg/l en juillet alors que la VLE fixée par l'AP est 55 mg/L ;
- en ce qui concerne l'**azote global**: 396 mg/l en sept, 381 mg/l en août, 400 mg/l en juillet alors que la VLE fixée par l'AP est 55 mg/L ;
- en ce qui concerne **NaCl** : 4768 mg/l en sept. 2025, 6000 mg/l en juillet alors que la VLE fixée par l'AP est 2222 mg/L.

Toutefois, les flux des polluants cités ci-dessus sont conformes.

L'exploitant précise que :

- la consommation d'eau de l'abattoir a été abaissée (conso. annuelle de 100 000 m3/an source GI-DAF 2024) ce qui explique une moindre dilution des effluents et donc des concentrations plus élevées ;
- des pannes sur la station d'épuration ( pompe à floculant cassée, défaut de fonctionnement du préleveur,...).

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Transmettre à l'inspection des installations classées :

- compléter le dossier de réexamen du BREF-SA sur la MTD 14 relative à la gestion des eaux résiduaires de l'abattoir en tenant compte de l'art.5.1 de l'arrêté ministériel du 31/03/2025.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

## N° 2 : EAU

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/03/2021, article 4.1.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Origine des approvisionnement en eau
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>ARTICLE 4.1.1. - Origine des approvisionnements en eau</p> <p>L'usine SICAREV ROANNE est alimentée par une eau provenant de l'usine de traitement d'eau potable de la Roannaise de l'Eau.</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour limiter la consommation d'eau.</p> <p>L'établissement ne comprend aucun dispositif de refroidissement en circuit ouvert.</p> <p><b>Les prélèvements sont limités aux quantités suivantes : 120 000 m<sup>3</sup> maximum par an et 450 m<sup>3</sup> maximum par jour.</b></p> <p>Le niveau maximum de consommation liée aux opérations d'abattage ne dépasse en aucun cas la valeur de 6 litres d'eau par kilogramme de carcasse.</p> <p>Les volumes d'eau utilisés pour le calcul de ce ratio sont mesurés par un ou des compteurs propres à l'activité d'abattage et indépendants des ateliers de découpe annexés.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a mis en place un plan de sobriété hydrique et a remplacé les tours aéroréfrigérante par des condensateurs adiabatiques, ce qui a permis d'économiser environ 15 000 m<sup>3</sup>/an.</p> <p>Pour la consommation d'eau autorisée, les valeurs du BREF-SA et BREF-FDM s'appliqueront en raison de la présence des deux ateliers de découpe mitoyens à l'abattoir.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Le cas échéant, l'installation de compteurs d'eau spécifique aux ateliers de découpe permettrait de différencier les consommations de celle de l'abattoir.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 3 : Ammoniac.

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/03/2021, article ARTICLE 7.2.6.2.
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Aménagement et organisation des zones de stockage ou d'e
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>...</p> <p>Pour le stockage ou l'emploi de récipients transportables, seuls des récipients autorisés au transport de matières dangereuses sont utilisables dans des conditions compatibles avec l'efficacité de leurs équipements de sécurité.</p> <p>Des emplacements prédéterminés sont aménagés pour le positionnement au sol et le maintien de chaque récipient transportable d'ammoniac dans une position stable. Ils sont efficacement calés avec le robinet disposé suivant les recommandations du fabricant du récipient. Toutes disposi-</p>

tions sont prises pour éviter leur chute et les chocs...
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a remplacé deux tours aéroréfrigérantes par un condensateur adiabatique et un dry-adiabatique (dépôt d'un porté à connaissance en 2024), ce qui se traduit par une diminution de la consommation en eau et de la quantité d'ammoniac stockées.</p> <p>Ces travaux sont en cours d'achèvement, d'où la présence d'une cuve d'ammoniac devant le local ammoniac de l'abattoir. La zone autour cette cuve, est insuffisamment sécurisée (absence de rubalise et de barrière pour matérialiser une zone d'interdiction) ce qui peut entraîner un accès aux personnes non-autorisées. De plus la cuve est posée sur un « transpalette » qui peut-être manipulé. Le flexible qui part de la cuve est également accessible et peut être détérioré contrairement à l'art. 7.2.6.8 de l'arrêté préfectoral sus-visé :</p> <p>-les tuyauteries sont efficacement protégées contre les chocs et la corrosion.</p> <p>L'exploitant a informé l'IIC qu'un prestataire spécialisé (contrat n°227487 du 31/10/2024) intervient sur les installations ammoniac.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Mettre en place, <b>sans délai</b>, les mesures de sécurité obligatoires dans le cadre de la manipulation de l'ammoniac, notamment en ce qui concerne la prévention des risques de fuite et d'incendie. L'inspection ICPE doit être informé des actions correctives mises en place immédiatement.</p> <p>Il est rappelé à l'exploitant que conformément aux dispositions de l'annexe I point 2.12 de l'arrêté ministériel du 19 novembre 2009 relatif aux prescriptions générales applicables aux ICPE soumise à déclaration pour la rubrique 4735 (ammoniac) que le remplissage de récipients mobiles est interdit, sauf en cas de maintenance. Une procédure spécifique est rédigée à cet objet.</p> <p><b>Cette procédure doit être transmise à l'inspection sous 15 jours.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

#### N° 4 : Ouvrage d'épuration.

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/03/2021, article ARTICLE 4.3.3.
<b>Thème(s) :</b> Autre, Conception des ouvrages d'épuration.
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>ARTICLE 4.3.3. - Gestion des ouvrages : conception, dysfonctionnement</p> <p>L'installation possède un dispositif de pré-traitement des effluents produits comportant, au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- un dégrillage,</li> <li>- un tamisage,</li> <li>- un dessablage</li> <li>- un dégraissage.</li> </ul> <p>Le dégrillage est équipé d'ouvertures ou de mailles dont la taille n'excède pas 6 mm ou de systèmes équivalents assurant que la taille des particules solides des eaux résiduaires qui passent au travers de ces systèmes n'excède pas 6 mm. Tout broyage, macération ou tout autre procédé pouvant faciliter le passage de matières animales au-delà du stade de pré-traitement est exclu. Le type de dégrillage utilisé, le temps de séjour des effluents stockés et la fréquence d'entretien de ces dispositifs sont adaptés en conséquence.</p> <p>Les installations de pré-traitement sont correctement entretenues. Elles sont équipées de dispositifs permettant des prélèvements dans les rejets et des mesures de leur débit dans de bonnes conditions. La conception et la performance des installations de pré-traitement des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Elles</p>

sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les opérations concernées.

Les effluents ne doivent pas contenir de substances nocives en quantités suffisantes pour inhiber le processus biologique des dispositifs d'épuration.

Les dispositions nécessaires sont prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents ou dans les canaux à ciel ouvert (conditions anaérobies notamment).

La conception et la performance des installations de pré-traitement des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté.

Ces installations sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées. Il en informe par ailleurs le gestionnaire de la station d'épuration recevant les eaux industrielles.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents ou dans les canaux à ciel ouvert.

Les dispositions nécessaires sont prises pour éviter en toute circonstance l'apparition de conditions d'anaérobie dans des bassins de stockage ou de traitement ou dans des canaux à ciel ouvert.

Les bassins, canaux, stockage et traitement des boues susceptibles d'émettre des odeurs sont couverts autant que possible et si besoin ventilés.

#### **Constats :**

L'installation possède un dispositif de pré-traitement des effluents équipé d'un dégrillage. Les sous-produits animaux collectés sont stockés dans des bennes C1 puis évacués par la filière équirissage.

**Type de suites proposées :** Sans suite